



22 Septembre 2022,

### Communiqué conjoint

#### **TANZANIE - LE DESSINATEUR OPPTERTUS FWEMA LIBERE PAR LE TRIBUNAL MAIS A NOUVEAU ARRETE DANS LES COULOIRS DU TRIBUNAL.**

**Cartooning for Peace (CFP), Cartoonists Rights Network international (CRNI), Creative Industry Network Tanzania et Africartoons déplorent l'acharnement auquel fait face le dessinateur Opptertus Fwema.**

Après avoir été injustement arrêté et détenu illégalement pour une caricature qu'il a dessinée, le procès du caricaturiste Opptertus Fwema a été reporté à plusieurs reprises, lui interdisant ainsi le droit à un jugement équitable. Finalement, le 20 septembre, Opptertus a été libéré par la cour après que l'accusation ait inscrit *Nolle Prosequi* (l'accusation ne désire plus donner suite aux charges contre Opptertus) en vertu de la section 91(1) du code de procédure pénale CAP 20 R.E 2022), confirmant notre conviction que les charges retenues contre lui n'avaient aucune crédibilité.

Cependant, à peine avait-il quitté la salle qu'il était à nouveau arrêté par la police dans les couloirs du tribunal et remis en garde à vue. Il a ensuite été libéré moyennant la garantie de deux cautions. Aucune nouvelle accusation n'a été portée contre Opptertus. Le dessinateur a reçu l'ordre de se présenter au poste de police d'Oysterbay le 23 septembre où il sera accompagné de son avocat Shilinde Swedy.

Nous exprimons notre inquiétude et notre consternation face à ce dernier développement qui reflète une persécution injustifiée d'un dessinateur dont le seul crime a été d'exécuter son travail. Nous en appelons à l'arrêt immédiat de ces poursuites conformément aux principes fondamentaux de la liberté d'expression réaffirmés dans la [Déclaration d'Arusha pour la Journée Mondiale de la Liberté de la Presse 2022](#).

Nous rappelons la promesse faite par Madame Samia Suluhu Hassan, présidente de la République de Tanzanie, dans son [discours d'Arusha](#) de « protéger les journalistes et d'ouvrir plus d'espace à la liberté d'expression et aux médias ». Une promesse reprise par le ministre de l'information, de la communication et des technologies de l'information, [M. Nape Nnauye](#), qui déclarait : « Le ministère continuera à défendre les journalistes et la liberté de la presse en Tanzanie et en Afrique ». Nous exhortons le gouvernement tanzanien à œuvrer avec diligence pour créer un environnement de travail meilleur, sûr et libre pour les dessinateurs en Tanzanie.